Présentation du dossier « Au nom des victimes »

Presentation of the dossier 'In the name of the victims'

Inleiding van het dossier 'In naam van de slachtoffers'

Claudia Feld, Luciana Messina et Nadia Tahir

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/temoigner/906>

DOI : 10.4000/temoigner.906

ISSN : 2506-6390

Éditeur :

Éditions du Centre d'études et de documentation Mémoire d'Auschwitz, Éditions Kimé

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2014

Pagination : 80-86

ISBN : 978-2-84174-674-3

ISSN : 2031-4183

Référence électronique

Claudia Feld, Luciana Messina et Nadia Tahir, « Présentation du dossier « Au nom des victimes » », *Témoigner. Entre histoire et mémoire* [En ligne], 118 | 2014, mis en ligne le 01 octobre 2015, consulté le 23 octobre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/temoigner/906> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/temoigner.906>

→ Sous la direction de

Claudia Feld, CIS-CONICET / IDES (Argentine)

Luciana Messina, CONICET / Universidad de Buenos Aires

Nadia Tahir, UCBN-ERLIS / Université de Normandie

Archives du GAC, 24 mars 2004

AU NOM DES VICTIMES

Après les dictatures qui règnent sur l'Argentine, le Chili et l'Uruguay des années 1970 jusqu'en 1990, le processus de résolution démocratique de ces histoires de terreur semble nécessairement en passer par la construction de récits et, ce faisant, de mémoires qui reconfigurent le passé. Au cœur de ces processus propres à chacun des pays, s'impose la figure de la victime que viennent questionner les textes rassemblés par Claudia Feld, Luciana Messina et Nadia Tahir.

Tout au long du XX^e siècle, la plupart des pays latino-américains ont été sous le joug de dictatures militaires. Dans le cône sud latino-américain, l'Argentine connaît à partir des années 1930, une succession de coups d'État militaires, ponctuellement interrompus par des régimes civils, qui se terminera par le coup d'État du 24 mars 1976. Au Chili, la stabilité constitutionnelle que le pays connaît pendant plusieurs décennies n'empêche pas les Forces armées de renverser le gouvernement d'Unité populaire présidé par Salvador Allende le 11 septembre 1973. Enfin, le 27 juin 1973, le président uruguayen Juan María Bordaberry s'engage vis-à-vis des Forces armées à instaurer une dictature civilo-militaire. Dans les trois pays, les régimes militaires en place ont développé des discours dans la lignée de la doctrine de la sécurité nationale. Ces constructions ont largement promu la conception d'un « ennemi intérieur » contre lequel les

citoyens devaient lutter pour défendre des valeurs nationales. Ainsi, une définition étendue de l'ennemi a permis d'agir à l'encontre d'un grand nombre d'organisations. En réponse à ces discours, de nombreux secteurs plus ou moins organisés, à l'intérieur des pays et en exil ainsi que des institutions étrangères apportant leur soutien aux populations réprimées, ont cherché à lutter pour dénoncer les actions de ces gouvernements et montrer que rien ne les justifiait. Il s'agissait avant tout, à cette époque, de mettre fin aux dictatures. Si de nombreux éléments permettent de distinguer ces régimes, un de leurs traits communs a été la mise en place d'une répression systématique et organisée contre les organisations de gauche (partis politiques, syndicats, associations de jeunesse, groupes armés, etc.). Face à cette répression, de nombreux groupes se sont mobilisés.

Une première singularité de ces trois pays, conditionnant les travaux scientifiques sur les passés dictatoriaux, se constitue alors autour du paradigme des droits de l'homme. Des organisations agissant pour la défense de ceux-ci naissent en Argentine, au Chili et en Uruguay, parallèlement aux protestations qui se développent dans le monde entier à la fin des années 1960-1970. Les besoins de soutiens internationaux amènent ainsi l'opposition à la dictature à évoluer vers la défense des droits fondamentaux en mettant entre parenthèses les questions idéologiques et politiques. Avec la fin des régimes dictatoriaux, le lien établi entre les protestations contre les régimes militaires et la défense des droits de l'homme évolue jusqu'à aujourd'hui où les discours, les revendications et les politiques d'État concernant le passé dictatorial sont souvent associés à des questions portant sur la défense des droits de l'homme

« en général ». Le champ des personnes pouvant être désignées comme des « victimes » s'élargit donc, avec les répercussions que cela implique pour les travaux consacrés à cette notion.

Parallèlement à cela, un autre élément rarement évoqué doit être pris en considération concernant cette notion propre aux pays du cône sud latino-américain : l'utilisation de la disparition forcée de personnes dont le bilan des trois dictatures varie selon les méthodes répressives (Roniger, Sznajder, 2005). Un des éléments fondamentaux de la disparition forcée de personnes est la clandestinité dans laquelle elle se déroule. Les silences, l'absence d'informations, de documents ou de preuves matérielles rendent d'autant plus difficile la dénonciation du crime. Pendant les périodes de transition vers des régimes démocratiques, la disparition forcée de personnes et surtout ses conséquences sont devenues des enjeux particuliers pour de nombreux acteurs des sociétés argentine, chilienne et uruguayenne. Bien qu'elle n'ait pas été systématisée dans les trois pays, les revendications d'organisations, les productions littéraires ou cinématographiques, voire les discours et initiatives politiques se sont beaucoup centrés sur ceux que l'on nomme « les disparus ». Ainsi, les spécificités de ce crime que le monde n'avait pas encore reconnu comme tel sur le plan juridique ont conditionné les objections autour des gestions étatiques des passés dictatoriaux. Ces « disparus » sont devenus des présences permanentes dans les sphères publiques des pays du cône sud latino-américain.

Un des éléments fondamentaux de la disparition forcée de personnes est la clandestinité dans laquelle elle se déroule. Les silences, l'absence d'informations, de documents ou de preuves matérielles rendent d'autant plus difficile la dénonciation du crime.

Dans les nombreux travaux scientifiques qui portent sur les passés dictatoriaux de ces trois pays, le mot « victime » est omniprésent. Très souvent, la « victime » est définie ou comparée à d'autres figures : le héros, le militant, le coupable, l'innocent, etc. Sa mise en relation avec l'une ou l'autre de ces figures vise parfois à apporter des réponses à certaines interrogations liées au passé. Ainsi, la notion de « victime », sa qualification et ses utilisations deviennent les enjeux de discussions, de débats, de conflits où sont impliqués de nombreux acteurs des sociétés de ces trois pays. Cette notion évolue en fonction de la période étudiée. Ce faisant, elle n'aura pas le même sens durant la dictature, pendant les phases de transition vues comme plus ou moins longues selon les chercheurs, lors des périodes de consolidation des régimes démocratiques ou aujourd'hui. En centrant ce dossier sur la notion de « victime », l'objectif est de présenter et d'analyser son élaboration et son ●●●

... évolution dans ces contextes sociopolitiques précis dans lesquels elle n'a été, jusqu'à présent, que très peu examinée et n'a pas fait l'objet d'étude spécifique. Les articles de ce dossier proposent de répondre aux nombreuses questions que cette notion suscite : qui utilise le terme de « victime » ? A-t-il toujours été convoqué ? Si oui, pour faire référence à qui ? S'agit-il de désigner un autre ou de faire référence à soi ? Qu'est-ce qui pousse certains acteurs à l'utiliser ou au contraire à le rejeter ? Quels sont les éléments – acteurs, événements, politiques étatiques, etc. – qui influent sur l'élaboration de cette catégorie ? Quand devient-elle une catégorie politique ? Peuvent-elles être investies d'un autre sens, non politique ? Comment se construit-elle à travers le temps ? Une étude des passés dictatoriaux argentin, chilien et uruguayen centrée sur cette notion permet ainsi de nuancer des analyses qui tendent à percevoir les processus historiques de construction des mémoires collectives de façon trop linéaire.

Les deux premiers articles de ce dossier s'intéressent tout d'abord aux acteurs les plus visibles de la cause des « victimes » : les associations. Antonia García Castro et Elizabeth Jelin reviennent, respectivement, sur les organisations de proches de disparus au Chili et en Argentine. Pour les collectifs chiliens, l'enjeu consiste avant tout à identifier comme victimes les personnes qui n'étaient pas juri-

diquement reconnues comme telles pendant le régime dictatorial. En effet, comment porter plainte pour un crime qui n'existe pas légalement ? Comment parler de « victimes » lorsqu'il n'y a pas de corps, lorsqu'elles ne sont pas visibles ? En revenant sur certaines des démarches entreprises par ces collectifs pour donner une existence légale à ces « victimes », l'auteur montre qu'il s'agit d'un processus long qui ne se termine pas avec la fin de la dictature. Ainsi, en Argentine, il faudra attendre plus de vingt ans après la fin du régime dictatorial pour que la disparition forcée de personnes et son utilisation systématique par le régime militaire soient largement reconnues. Comme le signale Elizabeth Jelin, les enjeux en rapport avec la notion de « victime » sont liés à sa définition dans le cadre du nouveau contexte politique inauguré par le président Néstor Kirchner en 2003. Le rapprochement entre certaines associations de proches de détenus-disparus et ce dernier amène à s'interroger sur le rôle des personnes qui protestent au nom des disparus. En effet, si elles sont reconnues d'un point de vue social et légal en tant que « victimes », qu'en est-il de l'ensemble de la société argentine qui a également vécu sous le joug du régime militaire ? Comme le montrent ces deux articles, trente ou quarante ans après la fin des régimes dictatoriaux, les disparus « invisibles », « absents », sont des acteurs à part entière de la mémoire des dictatures. La mobilisation de leurs proches, encore très actifs aujourd'hui, leur confère souvent une visibilité plus grande que celle des survivants ou des citoyens chiliens et argentins.

Bien comprendre les enjeux des discours et des actions des collectifs demande néanmoins de s'intéresser à d'autres processus de définition des victimes. Les textes de Sandra Raggio et de

Une étude des passés dictatoriaux argentin, chilien et uruguayen centrée sur cette notion permet ainsi de nuancer des analyses qui tendent à percevoir les processus historiques de construction des mémoires collectives de façon trop linéaire.

Claudia Feld portent sur la période qui suit immédiatement la fin de la dictature en Argentine entre 1983 et 1985. L'article de Claudia Feld est consacré aux médias, outil fondamental pour comprendre l'impact d'un discours dans une sphère. En revenant sur une période très précise, elle fait le lien entre les discours développés pendant la dictature, toujours présents dans l'espace public, et ceux qui commencent à peine à être alors élaborés dans le contexte d'un régime démocratique très récemment instauré. Elle signale clairement qu'au début de la transition vers un régime démocratique, la « victime » était loin d'être une figure reconnue de tous. Elle est surtout le produit d'une construction façonnée par le contexte de réception. Poursuivant cette réflexion, Sandra Raggio analyse le témoignage d'un survivant des centres clandestins de détention argentins dans le cadre du procès des anciens commandants en chef des juntas en 1985. Elle montre comment une trame discursive se construit autour de son vécu et tente de comprendre si le témoin est à l'origine

de ce discours ou s'il ne fait que contribuer à son maintien. Ainsi, le statut de victime attribué au survivant change en fonction du contexte dans lequel celui-ci témoigne, construisant sa propre notion de « victime », mais dans les cadres que l'on lui assigne. C'est à cette condition que la « victime-innocente » – une personne perçue comme libre de tout soupçon de participation à des organisations dites de gauche, et surtout des organisations armées – peut s'ancrer dans une société au sein de laquelle les discours développés pendant la dictature sont encore très présents. En insistant sur les étapes – les acteurs, les contextes qui contribuent à l'apparition de cette nouvelle notion et surtout sur les figures avec lesquelles elle entre en rivalité –, les deux auteurs interrogent les travaux, voire les idées reçues qui tendent à décrire ce processus à partir de critères temporels trop rigides.

Susana Draper et Luciana Messina s'intéressent, quant à elles, à des figures avec lesquelles la « victime » est comparée ou mise en concurrence aujourd'hui, près de trente ans après la fin du régime dictatorial. Le temps écoulé implique alors un plus grand nombre de discours en circulation et des constructions différentes. L'article de Susana Draper, qui évoque la singularité de la répression uruguayenne et y ajoute des interrogations liées aux questions de genre, porte sur des récits des prisonnières politiques. Elle revient sur la figure du héros souvent présente dans les publications des anciens détenus politiques ou consacrées à ces derniers, et insiste sur la présence dans ces œuvres d'une réflexion autour du « silence ». Pourquoi « la victime » doit-elle parler ? Est-elle obligée de le faire ? Le silence implique-t-il nécessairement l'oubli ? En étudiant les représentations de la « victime » à l'Olimpo – un ancien centre clandestin

de détention « récupéré » comme site mémoriel dans la ville de Buenos Aires –, Luciana Messina analyse notamment une séance de ciné-débat, montrant l'évolution de la notion de « victime » au cours des trente dernières années dans l'imaginaire collectif argentin. Alors que dans les années 1990, « victime » et « militant » semblaient être des termes antinomiques, dans les années 2000, ces figures peuvent être associées pour une réflexion sur la « responsabilité » par rapport à des faits de violence qui se sont produits dans les années 1970 et pendant le régime dictatorial. Ainsi, la notion de « victime » ne renvoie plus nécessairement à un discours dépolitisant, elle contribue à imposer la figure du « héros » dans la sphère publique argentine.

Pour finir, dans l'article de Jens Andermann, les cadres analysés sont plus restreints. Il s'intéresse aux différentes figures de la « victime » présentes dans des initiatives muséographiques et cinématographiques, au Chili et en Argentine. Ces outils impliquent des choix, dans la définition d'une ou des victimes, liés aux contextes politiques et sociaux, mais aussi aux décisions prises par des acteurs qui ont des liens plus ou moins directs avec les victimes de la répression dictatoriale. L'article met en évidence comment les mémoires individuelles et les choix effectués deviennent l'objet de réflexions collectives.

L'ensemble de ces travaux met en relief un élément fondamental de l'histoire récente des pays du cône sud latino-américain : quels qu'aient été les choix de transition vers un régime démocratique et les politiques étatiques liées au passé dictatorial, la gestion de ce passé y constitue toujours un enjeu. Certes, les différences entre les trois pays sont très significatives puisque, en Argentine, on multiplie aujourd'hui

L'ensemble de ces travaux met en relief un élément fondamental de l'histoire récente des pays du cône sud latino-américain : quels qu'aient été les choix de transition vers un régime démocratique et les politiques étatiques liées au passé dictatorial, la gestion de ce passé y constitue toujours un enjeu.

les procédures judiciaires à l'encontre des personnes responsables de crimes contre l'humanité dans le cadre de la répression dictatoriale, alors que, au Chili et en Uruguay, les législations relatives aux conséquences de ce passé sont beaucoup plus limitées. Toutefois, comme ce dossier le souligne, les actions, récits, représentations « au nom des victimes » sont partout nombreux et en constante évolution. Leur analyse contribue à la compréhension de processus toujours en œuvre dans ces pays et, plus largement, de la gestion des passés douloureux dans le monde. ■

Cora Gamarnik a obtenu les droits des photos pour ce dossier de la part des auteurs ou des institutions.

L'intégralité des textes a été traduite par Antonia García Castro et révisée par la rédaction, à l'exception de la présentation rédigée en français par Nadia Tahir.